

Jean-Paul Pellegrinetti, « Notables et réseaux politiques en Corse, XIX^e-XX^e siècle. L'exemple d'Emmanuel Arène (1856-1908) », *Histoire@Politique*, n° 25, janvier-avril 2015 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

Notables et réseaux politiques en Corse, XIX^e - XX^e siècle. L'exemple d'Emmanuel Arène (1856-1908)

Jean-Paul Pellegrinetti

À partir de 1878, à l'image des autres départements, la Troisième République s'installe progressivement en Corse. Terre de repli de quelques grandes personnalités du Second Empire, l'île demeure, durant une dizaine d'années après la chute de l'empereur Napoléon III, une véritable citadelle bonapartiste¹. Le pouvoir politique, dans une île clanique et clientéliste, renforcé par la détention de ressources économiques, sociales ou encore familiales, demeure entre les mains de « grandes familles » demeurées fidèles au régime déchu. Dès 1880, de nouveaux acteurs politiques appartenant à la moyenne bourgeoisie apparaissent sur la scène politique insulaire, sous la bannière de l'opportunisme. Étrangers pour la majorité au phénomène de lignées dynastiques, leur légitimité repose sur leur investissement scolaire, leur réussite professionnelle, mais également sur leur capacité à intégrer les réseaux décisionnels aussi bien politiques, administratifs, qu'économiques. Parmi ces « couches nouvelles » qui viennent concurrencer le pouvoir bonapartiste², Emmanuel Arène figure comme l'un de leurs plus illustres représentants. Il devient en effet, progressivement, de 1879 à 1885, le chef de file de la nébuleuse républicaine et joue alors un rôle prépondérant dans la mise en place de pratiques et de modèles politiques³, des années fondatrices à celles de l'enracinement définitif de la République. À sa mort, en 1908, il est l'homme fort de la vie politique insulaire, au cœur d'un puissant réseau bâti, année après année, et dont les ramifications s'étendent depuis le tissu local à l'échelon national.

L'ascension politique

Né le 1^{er} janvier 1856, Emmanuel Arène est le cinquième d'une famille de six enfants. Il est le fils de Joseph Arène, négociant et de Jeanne-Paule Forcioli, commerçante. Installée à partir de 1757 à Ajaccio, par l'intermédiaire de Louis, grand-père d'Emmanuel, aubergiste originaire de Solliès-Pont, la famille d'Emmanuel Arène, s'intègre rapidement au sein de la communauté ajaccienne. En effet, grâce à la réussite financière liée à l'investissement professionnel de Louis Arène, devenu

¹ Jean-Paul Pellegrinetti et Ange Rovere, *La Corse et la République*, préface de Maurice Agulhon, Paris, Le Seuil, 2004.

² Citons également Nicolas Péraldi, Luce et Pierre-Paul de Casabianca.

³ Cf. Odile Rudelle, *La République absolue*, Paris, Presses de la Sorbonne, 1982.

Jean-Paul Pellegrinetti, « Notables et réseaux politiques en Corse, XIX^e-XX^e siècle. L'exemple d'Emmanuel Arène (1856-1908) », *Histoire@Politique*, n° 25, janvier-avril 2015 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

électeur censitaire⁴, l'ascension sociale des Arène se renforce par l'intermédiaire d'unions matrimoniales nouées avec de vieilles familles de la bourgeoisie ajaccienne, que sont les Campi et les Forcioli⁵.

Le père d'Emmanuel Arène n'est pas non plus un simple négociant. À son enterrement, la présence des consuls d'Angleterre, d'Italie et du Danemark, mais aussi celle du président du tribunal civil d'Ajaccio, de l'ancien président du tribunal de commerce et du secrétaire général de la Préfecture, reflètent la position sociale du personnage⁶.

C'est donc dans un milieu aisé et d'obédience bonapartiste que s'effectue l'adolescence d'Emmanuel Arène. Très précocement, cependant, le jeune homme manifeste des opinions républicaines⁷. En 1871, lors de l'arrivée du préfet Gustave Naquet dans la cité impériale, alors que ce dernier est accueilli sur le quai par les huées et les vociférations d'une partie de la population locale l'obligeant de s'arrêter devant la statue du Premier consul et d'écouter, en se découvrant, le dernier couplet de « *l'Ajaccienne* »⁸, Emmanuel Arène fait partie d'un comité d'élèves de seconde venu affirmer son soutien au premier représentant de la République et lui offrir son « concours dévoué pour soutenir la sainte cause de la République⁹ ».

Sa fréquentation avec les milieux républicains ultra-minoritaires de la ville, assortie très certainement de lectures, forge la conscience politique de cet esprit fin et éclairé qui va devenir le principal défenseur de Marianne sur les terres de l'Aigle impérial.

À la suite de l'obtention de son baccalauréat, Emmanuel Arène, s'inscrit à l'université de droit d'Aix-en-Provence. Après une première année qui se solde par un échec, il s'installe dans la capitale dans le but de poursuivre ses études supérieures plus assidûment que dans la cité provençale. Fréquentant quotidiennement le café La Source situé sur le boulevard Saint-Michel¹⁰, Emmanuel Arène y devient un lecteur

⁴ Cf. Xavier Versini, *Emmanuel Arène, roi de Corse sous la Troisième République*, Ajaccio, La Marge, 1983.

⁵ Antoine Forcioli, le père de Jeanne-Paule, est un ancien officier de la marine impériale reconverti dans le commerce. En mars 1815, il commande *L'Inconstant* qui ramène Napoléon 1^{er} de l'île d'Elbe à Golfe-Juan. Promu chevalier de la Légion d'honneur par l'empereur, son brevet n'est pas établi durant la période des Cent-Jours. Il ne sera décoré qu'en 1860 par Napoléon III de passage à Ajaccio. Cf. Pascal Matraja, *Emmanuel Arène : Version corse de la République absolue*, mémoire de maîtrise, Aix-Marseille I, 1991.

⁶ Élu quatre fois juge au tribunal de commerce dès 1830, puis président à cinq reprises de cette juridiction à partir de 1844, Joseph Arène devient durant quelques années à Ajaccio le gérant de la compagnie de navigation Valéry. Il accède ensuite aux fonctions de directeur de la Caisse d'Épargne d'Ajaccio et d'ordonnateur des dépenses des écoles normales d'instituteurs. En 1865, il est fait chevalier de la Légion d'honneur et est décoré quelques années plus tard de l'ordre de François-Joseph d'Autriche en récompense de ses efforts déployés lors du naufrage d'un navire autrichien sur les côtes insulaires. En 1879, il devient le consul d'Autriche-Hongrie en Corse. Au niveau politique, son investissement demeure très local ; il est en effet membre du conseil municipal d'Ajaccio, en tant qu' élu bonapartiste, durant les mandats d'Antoine Decosmi et de François-Xavier Braccini. Archives départementales de la Corse du Sud, série n° 16 et Bibliothèque municipale d'Ajaccio, recueil factice n° 48, série FL 12 244.

⁷ En l'état actuel des sources disponibles, il s'avère impossible de savoir si cet attachement à l'idée républicaine est lié en réaction au milieu familial ancré dans le bonapartisme, à des rencontres dans un établissement scolaire ou à diverses lectures.

⁸ Cf. C. Bosc, *Les Éphémérides ajacciennes*, Bastia, Imprimerie Fabiani, 1897, p. 27.

⁹ *Le Républicain* du 8 janvier 1871.

¹⁰ Archives de la préfecture de police de Paris, série Ba 910.

Jean-Paul Pellegrinetti, « Notables et réseaux politiques en Corse, XIX^e-XX^e siècle. L'exemple d'Emmanuel Arène (1856-1908) », *Histoire@Politique*, n° 25, janvier-avril 2015 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

assidu du journal *Le XIX^e siècle* dirigé par Edmond About, journaliste républicain, écrivain, anticlérical, franc-maçon et proche de Léon Gambetta.

Au mois de septembre 1875, Emmanuel Arène se permet de répondre à un article sur l'intolérance des Corses de Francisque Sarcey. Sa réponse, publiée par le journal, va lui permettre d'être reçu dans les salons de la rédaction du journal. La finesse d'esprit du jeune homme, ses convictions idéologiques et politiques et sa qualité d'écriture¹¹, séduisent Edmond About qui l'engage comme correspondant au *XIX^e siècle*.

Quittant définitivement les bancs de l'université, le jeune Emmanuel Arène se retrouve dès lors inséré, grâce à Edmond About, dans les rouages des milieux opportunistes parisiens. Son accession est alors fulgurante. En 1879, il quitte *Le XIX^e siècle* et accède, à l'âge de 23 ans, aux sphères du pouvoir central grâce à l'obtention d'un poste de chef du secrétariat particulier du ministre de l'Intérieur et des Cultes, Étienne Lepère. Après la démission de ce dernier, il demeure en fonction auprès du nouveau ministre Ernest Constant¹². Au mois de novembre 1881, il met fin à ses fonctions en même temps que s'achève celle du ministre Constant.

À partir de 1882, et jusqu'en 1908, Emmanuel Arène collabore à divers journaux que sont notamment *Le Voltaire*, *Le Matin*, *Le Paris*, *Le Gil Blas*, *L'Éclair*, *Le Figaro*, *L'Union républicaine*, *La Corse républicaine* ou encore *Le Journal de la Corse*, pour lesquels il rédige de multiples articles politiques. Parallèlement à sa carrière journalistique, il en mène une autre d'écrivain, auteur notamment de quelques pièces de théâtre. En 1887, il publie *Le dernier bandit*. En 1904, il écrit *L'adversaire* avec Alfred Capus, puis en 1907 *Paris-New York* avec Francis de Croisset. En 1908, avec Rort de Flers et Gaston de Caillavet, il est l'un des coauteurs de la pièce de théâtre intitulée *Le Roi*. Durant cette même année, il signe la préface du guide touristique de Jean-Baptiste Marcaggi sur la Corse.

Au point de vue politique, son insertion auprès des instances dirigeantes du parti républicain lui permet de côtoyer Léon Gambetta. Emmanuel Arène devient très rapidement, pour les membres influents du parti opportuniste, le personnage central de l'adhésion de la Corse à la République. Au mois de février 1877, auréolé du soutien que lui apporte Léon Gambetta et accompagné d'Edmond About, il entreprend une première visite de trois semaines en Corse à la rencontre des principales élites notablières républicaines. Le voyage permet de dresser un état des lieux des forces opportunistes sur une terre inféodée au bonapartisme.

Pour Emmanuel Arène, l'entrée dans l'arène politique a lieu durant les élections du mois d'août 1880 pour le renouvellement de la moitié des sièges du Conseil général, où il présente sa candidature dans le canton de Zicavo face à Charles Abbattucci, haut dignitaire du Second Empire et député de l'arrondissement de Sartène depuis 1872.

¹¹ En 1874, lors de la lutte électorale qui a lieu pour le siège de conseiller général du canton d'Ajaccio, Emmanuel Arène soutient les partisans du prince Jérôme Bonaparte contre ceux du prince Charles Bonaparte, fils du prince de Canino, descendant direct de Joseph Bonaparte. Emmanuel Arène participe ainsi à la rédaction de petits articles publiés dans *Le Patriote de la Corse*, patronné par Jean de la Rocca. Archives de la préfecture de police de Paris, série Ba 910.

¹² En l'état actuel des sources et des recherches, il n'existe pas de documents qui permettent de mesurer la manière dont Emmanuel Arène passe d'un poste de journaliste à celui d'un secrétariat ministériel. Tout laisse cependant à penser que la fréquentation des plus hautes sphères de l'État, associée à ses profondes convictions républicaines, en pleine période de républicanisation de la France, lui permet de gravir rapidement les échelons.

Jean-Paul Pellegrinetti, « Notables et réseaux politiques en Corse, XIX^e-XX^e siècle. L'exemple d'Emmanuel Arène (1856-1908) », *Histoire@Politique*, n° 25, janvier-avril 2015 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

La famille Abbatucci est solidement implantée dans les montagnes du Taravo et jouit d'une véritable légitimité politique dans le canton. Aussi, le choix du canton par Emmanuel Arène n'est pas un hasard. Il s'agit de déstabiliser le parti bonapartiste et de sensibiliser l'opinion publique afin de consolider le régime républicain.

Fort du soutien de Léon Gambetta qui lui assure un tissu de relations solides et durables depuis la capitale, Emmanuel Arène entame six mois avant les élections, lors d'un bref séjour dans l'île, une véritable tournée électorale dans les villages de l'intérieur de l'arrondissement d'Ajaccio. Durant cette période, *Le Journal de la Corse* publie chaque semaine les nominations et les révocations des fonctionnaires dans le canton ainsi que les secours apportés aux familles. La campagne électorale prend rapidement des allures de fête républicaine composée de réjouissances publiques, toasts, banquets, discours et défilés. Dans le canton, Emmanuel Arène possède également l'appui des maires républicains constitués, dès 1879, en comité pour combattre et « réduire à l'impuissance la domination de la famille Abbatucci¹³ ». Entre le mois de décembre 1879 et le mois de septembre 1880, Charles de Freycinet, ministre des Affaires étrangères et ami d'Emmanuel Arène, renouvelle l'ensemble des cadres et des diplomates du ministère, jugés bonapartistes. Treize corses, dont certains sont originaires du canton de Zicavo, sont recrutés comme cadres dans la diplomatie française¹⁴. Leur nomination se veut un atout supplémentaire pour remporter les élections cantonales de 1880.

Au mois de mars 1880, *Le Petit Parisien* publie l'article d'un correspondant à Ajaccio intitulé « La Corse livrée à un jeune employé ». Le journaliste précise :

« Des places encore des places, toujours des places, voilà en quoi consistent leurs prétendues convictions républicaines [...]. Vous aurez lu sans doute, les journaux qui célèbrent l'arrivée à Ajaccio d'un jeune employé du ministère [...]. La portée n'est pas grande, pouvez-vous croire d'un discours dans lequel on félicite pendant un banquet un jeune employé de 24 ans d'avoir depuis 10 ans, lutté pour le triomphe du gouvernement républicain, ce qui retentit davantage, malheureusement c'est la participation officielle du nouveau préfet à ces banquets¹⁵. »

Le 8 août 1880, Emmanuel Arène est élu conseiller général du canton de Zicavo par 636 voix contre 566 à Charles Abbatucci. Sa victoire, dès son retour dans la capitale, est célébrée dans l'une des salles du restaurant de l'Assemblée nationale par diverses personnalités politiques dont Léon Gambetta¹⁶.

Le succès remporté lors de l'élection cantonale permet à Emmanuel Arène d'insérer les sphères du Parlement, dès 1881, à la faveur d'une élection partielle dans l'arrondissement de Corte où il obtient le soutien de toutes les notabilités opportunistes, dont celui de Pierre-Paul de Casabianca notamment¹⁷.

¹³ *Journal de la Corse* du 28 octobre 1879.

¹⁴ Louis Berges, « Les Corses diplomates au XIX^e siècle », *Études corses*, n° 33, 1989, La Marge édition, p. 253 et 256.

¹⁵ Article reproduit dans *L'Aigle* du 13 mars 1880.

¹⁶ Bien qu'invalidée, car Emmanuel Arène ne possède pas les 25 ans requis par la loi pour l'éligibilité, l'élection est reportée au 6 mars 1881. Elle est une nouvelle fois couronnée de succès pour le jeune républicain face à son même adversaire impérialiste, Charles Abbatucci.

¹⁷ Avant de poser sa candidature dans l'arrondissement du nord de la Corse, Emmanuel Arène se présente dans l'arrondissement de Sartène, lors des élections législatives de 1881 où il retrouve une nouvelle fois pour adversaire politique Charles Abbatucci, candidat des bonapartistes. Le troisième

Jean-Paul Pellegrinetti, « Notables et réseaux politiques en Corse, XIX^e-XX^e siècle. L'exemple d'Emmanuel Arène (1856-1908) », *Histoire@Politique*, n° 25, janvier-avril 2015 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

Inscrit au groupe de l'Union républicaine, Emmanuel Arène siège sans interruption de 1881 à 1904 au sein de l'Assemblée nationale. Il est élu député de Corte de 1881 à 1885, représentant de la Corse au scrutin de liste départementale de 1886 à 1889, député de l'arrondissement de Sartène de 1889 à 1897 et député d'Ajaccio de 1897 à 1904. À la Chambre des députés, ses interventions à la tribune sont directement liées avec la défense des intérêts économiques de la Corse. Parmi les différents sujets abordés, les principaux thèmes en sont l'achèvement du réseau de voies ferrées et des chemins vicinaux, l'assainissement des marais de la côte orientale, le relèvement de l'agriculture et l'amélioration des services postaux¹⁸. Le 18 septembre 1904, à la suite du décès du sénateur républicain radical-socialiste Ange Muracciole, Emmanuel Arène accède au Palais du Luxembourg et y demeure jusqu'en 1908, date de sa mort. Dans un cadre départemental, son parcours est lui aussi à l'image de son investissement national. Emmanuel Arène est élu conseiller général sans interruption de 1880 à 1908, successivement dans les cantons de Zicavo (1881-1886), de San-Lorenzo (1888-1903) et de Sainte-Marie-Sicchè (1903-1908). Il préside même l'Assemblée départementale durant quatorze années de 1888 à 1893, en 1896, puis de 1900 à 1908. Ses multiples mandats politiques au sein des Assemblées nationale comme départementale l'écartent de toutes implications dans la gestion d'une municipalité. Sa seule expérience a lieu lors des élections municipales de 1892 à Ajaccio où il est élu, avec une minorité de républicains, membre de l'opposition face à la liste bonapartiste conduite par Joseph Pugliesi¹⁹.

L'étude de ses professions de foi adressées aux électeurs, lors de ses candidatures à des mandats législatifs, permet d'affiner l'approche biographique du personnage politique. Ainsi, c'est avant tout son parcours idéologique de ferme républicain attaché aux valeurs d'égalité, de justice, de liberté, de démocratie et d'amour pour la Corse qui transparaît.

Défenseur de la justice sociale et des libertés, qui le mènent à prendre la défense du capitaine Alfred Dreyfus dans *Le Figaro*, par le biais d'articles intitulés « *Vidi* », Emmanuel Arène incarne une nouvelle élite insulaire dont la légitimité ne repose nullement sur un principe de transmission héréditaire du pouvoir politique, mais uniquement sur la réussite universitaire ou professionnelle. En 1893, durant les élections législatives du mois d'août, lors d'une campagne électorale orchestrée par son concurrent bonapartiste Philippe de Roccaserra sur le thème du scandale de Panama²⁰, Emmanuel Arène renouève, à son électorat, ses profondes convictions républicaines.

candidat est le docteur Hector-Alexandre Bartoli, républicain radical. Toutefois, un mois avant l'échéance électorale, Emmanuel Arène se retire de la lutte politique

¹⁸ D'après les débats parlementaires imprimés au *Journal officiel*.

¹⁹ Notons qu'Emmanuel Arène ne participe également à aucun bureau directionnel de comités électoraux ou de cercles républicains.

²⁰ En 1892, à la suite d'une perquisition pratiquée chez le banquier Thierrée, le nom d'Emmanuel Arène est cité dans l'affaire du scandale de Panama. Parmi les talons des 26 chèques découverts, d'un montant total de près de 3 400 000 francs, l'un d'entre eux, d'une somme de 20 000 francs, porte l'inscription « *E. A.* » et a été encaissé par Camille Orsatti, un proche de la famille Arène. Dans l'île, au sein de la presse partisane, l'affaire déclenche un véritable combat politique. Le 27 janvier 1893, Emmanuel Arène bénéficie d'une ordonnance de non-lieu. Toutefois, le scandale de Panama ne demeure pas la seule affaire dans laquelle Emmanuel Arène est impliqué. Homme politique, écrivain et journaliste, il est aussi passionné par le jeu. Divers rapports de police rédigés sur la fréquentation du Casino d'Aix-les-Bains le

Jean-Paul Pellegrinetti, « Notables et réseaux politiques en Corse, XIX^e-XX^e siècle. L'exemple d'Emmanuel Arène (1856-1908) », *Histoire@Politique*, n° 25, janvier-avril 2015 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

« Je ne connais, quant à moi, qu'une famille, où le droit de naissance n'est rien, où le droit de conquête est tout, où l'on est jugé d'après ses propres actes et non pas d'après ceux de ses pères, où il faut se faire son nom soi-même au lieu de le recevoir tout fait, où l'instruction est supérieure à la noblesse, et l'intelligence à la fortune. Cette famille, c'est le parti républicain : j'y suis né, j'y ai grandi, j'y ai lutté, j'y ai souffert et j'y mourrai. C'est à le soutenir contre tous les ennemis avoués ou cachés, c'est la fortifier contre tous les assauts, à le défendre contre toutes les coalitions que je vous convie tous aux cris de Vive la Corse ! Vive la République²¹ ! »

Au sein de l'hémicycle du conseil général, les discours d'Emmanuel Arène, en tant que président de l'assemblée départementale, dénotent de son engagement politique, mais font également appel au sentiment d'attachement à l'île et à la patrie tout entière. Les propos du président du conseil général sont le reflet d'une République opportuniste ouverte à tous, la plus rassembleuse possible. Pour cela, Emmanuel Arène s'appuie sur les liens puissants qui unissent les Corses à la petite patrie à travers les grands noms de l'histoire insulaire que sont Sampiero Corso et Pascal Paoli.

Vis-à-vis des affaires religieuses, la position d'Emmanuel Arène est plus prudente. Son attachement au catholicisme transparaît cependant à travers certains de ses comportements ou même de ses écrits. Emmanuel Arène entretient des liens cordiaux avec les milieux cléricaux. Au mois de mars 1882, il s'oppose à la proposition de loi Boysset tendant à supprimer le Concordat. Ses campagnes électorales sont souvent ponctuées de haltes chez des ecclésiastiques.

Membre de la commission des congrégations à la Chambre des députés en 1902, ses propos, pour apporter de plus amples connaissances sur la situation particulière de l'île au point de vue religieux, provoquent l'indignation d'une partie de l'opinion publique insulaire essentiellement composée par des éléments radicaux intransigeants et anticléricaux.

« Il est vrai qu'en Corse les congrégations ne sont ni encombrantes ni par leur nombre ni par leur importance. Quelques couvents de moines mendiants dans l'intérieur, quelques établissements d'enseignement dans les villes, c'est tout. D'autre part, le clergé séculier, toujours besogneux en attendant la manne gouvernementale pour arrondir son casuel, s'est rallié dès la première heure, sinon aux idées républicaines, du moins au gouvernement. En somme dans notre pays, le péril clérical n'est pas à redouter autant que partout ailleurs. Et certes si le clergé corse voulait se jeter dans la mêlée électorale il n'y aurait pas de grande influence. Chez nous, le plus zélé pratiquant serait le premier à ne pas suivre, en politique, les conseils de son confesseur. On pourrait ajouter que la question religieuse ne se pose pas en Corse²². »

présentent comme un joueur invétéré. De 1875 à 1908, son nom est ainsi cité dans une dizaine d'affaires dont l'appât des gains constitue la motivation principale. La majorité d'entre elles concernent l'obtention de médailles en échange d'importantes sommes d'argent. Archives de la préfecture de police de Paris, série Ba 910.

²¹ Profession de foi, élections législatives de 1893. Emmanuel Arène sera réélu député de l'arrondissement de Sartène en 1893.

²² *Le Journal de la Corse* du 11 novembre 1902. Archives départementales de la Corse du Sud, série 22.

Jean-Paul Pellegrinetti, « Notables et réseaux politiques en Corse, XIX^e-XX^e siècle. L'exemple d'Emmanuel Arène (1856-1908) », *Histoire@Politique*, n° 25, janvier-avril 2015 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

Lors du vote de la séparation des Églises et de l'État, en toute logique, Emmanuel Arène s'abstient²³.

La construction du réseau

En 1879, l'enracinement national du parti républicain, favorisé par l'élection de Jules Grévy à la présidence de la République, se concrétise dans l'île par une augmentation des ressources clientélistes pour les membres du « parti » aréniste. Ces derniers s'imposent grâce à leur présence à des postes importants au sein de l'administration insulaire. Certains chefs de « partis » politiques locaux bonapartistes rejoignent ainsi, avec leur clientèle électorale, le camp des républicains en échange d'emplois proposés dans la fonction publique.

La domination politique républicaine, qui se met en place en Corse à partir de 1881, est identique à celle perpétuée sous le Second Empire et durant les premières années de la République. Le jeu des relations de domination et de fidélité s'exprime à travers les registres de la réciprocité des échanges. La lettre de H. Ottavy, curé de Véro, au préfet de la Corse illustre de manière explicite les faveurs politiques et les services contre les soutiens électoraux.

« Monsieur le Préfet, je sais l'intérêt que vous avez au succès de la candidature de M. Ceccaldi, et je me permets de vous proposer, une combinaison très importante. Carli Pierre-Toussaint de Pastricciola, Cruzzini, un de mes parents, est chez lui un chef de 60 électeurs jusqu'ici réactionnaires. Il vient à vous si vous voulez de lui et voici à quelle condition : il a été géomètre en Afrique et en Égypte ; il a servi avec zèle et intelligence, et il a quitté l'Égypte comme chef de brigade. Il voudrait donc tout simplement reprendre ses fonctions aux colonies et déjà il y a quelques années, en 1887, autant que je me souviens, il avait été nommé par M. le Gouverneur Général de la Cochinchine à Saïgon. Cette nomination fut annulée au Ministère des colonies. Carli est très méritant au point de vue professionnel, et s'il est nommé, je réponds de lui, le Cruzzini devient aussitôt un boulevard inexpugnable de la République. Le sieur Nicoli lui-même sera forcé de déguerpir et dès le 16, M. Ceccaldi pourra compter sur au moins 140 électeurs à Pastricciola, sur nos républicains d'abord et sur 60 réactionnaires que Carli mène absolument comme il veut. Il me semble que ce jeu est à faire ; mais pour être exact, je suis obligé de vous dire qu'il faut que Carli est avis de sa nomination avec transport sur un bateau de l'État pour se rendre à son poste, quelques jours avant les élections, afin qu'il puisse agir utilement. Toutes ses pièces sont au Ministère de la Marine et des colonies, Administration des colonies, 2^{ème} division, 5^{ème} bureau. Voyez, je vous prie, si l'affaire ne doit pas être traitée d'urgence et par la voie du télégraphe. Je vous serais personnellement obligé de la nomination de Carli, et vous chasseriez à tout jamais du Cruzzini les intraitables bonapartistes²⁴. »

²³ Les autres sénateurs, Arthur Ranc et Marius Giacobbi, tous deux radicaux-socialistes, votent pour. Quant aux députés, seul le radical-socialiste Dominique Forcioli vote la loi de Séparation. Les républicains modérés, Thadée Gabrielli et Joseph Chaleil, s'abstiennent, Antoine Gavini, membre de la droite républicaine et Ange-Gaëtan Astima, républicain modéré, se prononcent contre.

²⁴ Lettre du 4 février 1890. Archives départementales de la Corse du Sud, série 1M517. Le 11 février 1890, le préfet annonce par écrit à H. Ottavy, curé de Véro, la réponse positive du ministère.

Jean-Paul Pellegrinetti, « Notables et réseaux politiques en Corse, XIX^e-XX^e siècle. L'exemple d'Emmanuel Arène (1856-1908) », *Histoire@Politique*, n° 25, janvier-avril 2015 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

Néanmoins, à l'image d'autres départements du Midi, la structure verticale du patronage élitare insulaire, par le biais de l'échange clientélaire, contribue ainsi à l'ancrage de la politique dans la vie quotidienne et devient l'un des premiers vecteurs de la démocratie. Cette structure verticale du patronage, comme l'indique Maurice Agulhon, précède la mise en place d'une structure transitionnelle de parrainage élitare démocratique qui va évoluer ensuite vers une structure horizontale, plus égalitaire, fondée sur le partage et la diffusion d'une opinion nationale²⁵.

La construction du réseau politique d'Emmanuel Arène est liée à la rencontre avec Edmond About, directeur du journal *Le XIX^e siècle*, puis à celle de Léon Gambetta qui lui permettent de nouer des amitiés durables avec les milieux républicains qui contrôlent l'appareil d'État. Ses fonctions au secrétariat du ministère de l'Intérieur entre 1879 et 1881 sont déterminantes. Ainsi, dès ses débuts politiques dans l'île, Emmanuel Arène bénéficie du soutien inconditionnel de l'administration, dont celle notamment des services préfectoraux²⁶.

Emmanuel Arène met en place, aussi bien dans la capitale que dans l'île, des relais de pouvoir grâce à des liens d'amitié qu'il tisse avec d'importantes personnalités du parti républicain comme le sont, outre Edmond About et Léon Gambetta, des personnalités telles que Paul Bert, Gaston Thomson, Charles de Freycinet, Pierre-Marie Waldeck-Rousseau, Joseph Reinach, ou encore Jules Roche. Dès lors, le contrôle des principaux rouages administratifs va jouer un rôle prépondérant dans la consolidation de la République en Corse. Emmanuel Arène devient, selon Louis Berges, « le premier pourvoyeur d'emplois publics en Corse²⁷ ». Le recrutement administratif va servir de pivot à la pénétration des idées républicaines.

Cette mainmise d'Emmanuel Arène sur la fonction publique est précoce. Lors de l'élection législative partielle dans l'arrondissement de Corte en 1881, son concurrent, Pascal Grousset, républicain radical, dénonce les pratiques du candidat opportuniste :

« J'ai constaté, pis encore, que cette belle terre de Corse, la terre de l'indépendance communale, celle qui a précédé la Suisse de trois siècles dans l'affirmation des droits du citoyen, en était réduite à s'occuper des caprices, des prouesses et des menaces d'un homme, dois-je dire d'un homme, presque un enfant. Cet éphèbe servi par des circonstances favorables, et par les ressources d'une habileté plus italienne que française a réussi à s'emparer d'une influence qui en fait me dit-on un pseudo dictateur de la Corse. Il a, ce me semble, fait et défait des préfets, nommé et révoqué des fonctionnaires, porté la main jusque sur la magistrature, fait des sièges judiciaires de ce noble pays, une prime offerte à toutes les ambitions, à toutes les intrigues²⁸. »

Entre 1880 et 1908, le nom d'Emmanuel Arène est associé à toutes les affaires aussi bien au niveau local, départemental que national. Il intervient pour toutes sortes de nominations et de recommandations, depuis le simple emploi de cantonnier, à celui

²⁵ Cf. Maurice Agulhon, *La République au village*, Paris, Plon, première édition, 1970, réédition, Éditions du Seuil, 1979, p. 470-482.

²⁶ Le préfet Charles Lutaud sera même l'un des témoins d'Emmanuel Arène lors de son mariage. Marcel Bonnefoy-Sibour, préfet de la Corse de 1889 à 1893 sera, quant à lui, le témoin de mariage de Benoît Bonfante, beau-frère d'Emmanuel Arène.

²⁷ Louis Berges, « Les Corses diplomates au XIX^e siècle », *Études corses*, *op. cit.*, p. 253 et 256.

²⁸ *L'Aigle* du 26 novembre 1881.

Jean-Paul Pellegrinetti, « Notables et réseaux politiques en Corse, XIX^e-XX^e siècle. L'exemple d'Emmanuel Arène (1856-1908) », *Histoire@Politique*, n° 25, janvier-avril 2015 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

de diplomate au sein du ministère des Affaires étrangères. Il est également à l'origine d'obtention de décorations, de bourses ou d'aides financières²⁹.

Bien qu'il soit impossible de déterminer, de manière exhaustive, le nombre d'interventions écrites d'Emmanuel Arène pour sa clientèle électorale auprès des différents services décisionnels, elles sont, toutefois, souvent construites de manière similaire et mettent en évidence les sentiments républicains manifestés par le « protégé » et sa famille, comme l'illustre la lettre du 7 mars 1892 rédigée par Emmanuel Arène à Marcel Bonnefoy-Sibour, préfet de la Corse :

« Mon cher Préfet, j'ai l'honneur de recommander à votre haute bienveillance M. Jean-Baptiste Leccia de Conca qui sollicite un poste de garde communal forestier. Je porte le plus vif intérêt à ce candidat, dont la situation est très recommandable et que je sais, ainsi que tous les siens fortement attachés aux idées républicaines. Il a montré le plus grand zèle au parti lors des dernières élections et je serais heureux de voir son dévouement récompensé en cette circonstance³⁰. »

En 1904, *Le Sillon*, journal hebdomadaire religieux, s'élève contre les méthodes politiques d'Emmanuel Arène dans un article, intitulé « M. Arène et sa politique ».

« Au risque de passer pour un paradoxal, nous allons entreprendre d'établir que loin de mériter cet éloge, le roi de la Corse doit être considéré comme un fléau pour son pays. C'est par centaines de mètres que nous pourrions compter les rubans rouge, violet ou vert qu'il a fait distribuer à chaque promotion dans la Légion d'Honneur, les palmes académiques, ou le mérite agricole. C'est par douzaines, qu'il a peuplé les prétoires de la justice de paix de ses créatures. Les tribunaux et la Cour d'appel lui sont complètement inféodés, sans compter les sous-préfectures et les conseils de préfecture. Enfin il s'est emparé des caisses de l'État en donnant la Trésorerie générale à son beau-frère, les recettes d'arrondissement et les principales perceptions à ses plus chauds partisans, de telle sorte qu'il est ainsi le maître et le dispensateur de tous les secours³¹. »

Ernest Judet, rédacteur au journal *La France* qui, sous le titre évocateur *La Question corse*, publie, en 1884, une série d'articles sur la liberté de la presse, la justice, la politique, l'administration, les fraudes électorales et la violence en politique, dénonce le remplacement des mœurs impériales par celles républicaines et s'interroge sur la crédibilité du régime instauré.

« Il importe de savoir si un régime de liberté, de lumière, d'indépendance individuelle peut se fonder, même au-delà de la Méditerranée, sur la corruption électorale, la terreur administrative, le favoritisme, le népotisme et la fraude [...]. L'opportunisme, loin d'assurer l'avenir de la République en Corse, le déconsidère et le compromet³². »

Pour l'auteur, les méthodes d'Emmanuel Arène sont invariantes au fil des ans :

²⁹ Archives départementales de la Corse du Sud. Séries 1M, 2M, 3M, et 7M, mais également dossiers de la Légion d'honneur.

³⁰ La nomination préfectorale intervient le 6 avril 1892. Archives départementales de la Corse du Sud, série 7M342.

³¹ *Le Sillon* du 3 juillet 1904.

³² Ernest Judet, *La question corse, le dossier Arène-Péraldi*, publié au journal *La France*, Paris, Grande imprimerie, 1884, p. 65.

Jean-Paul Pellegrinetti, « Notables et réseaux politiques en Corse, XIX^e-XX^e siècle. L'exemple d'Emmanuel Arène (1856-1908) », *Histoire@Politique*, n° 25, janvier-avril 2015 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

« Nous retrouvons ses agissements dans tous les services publics. Les pénitenciers et les chemins de fer servent aux mêmes combinaisons. Depuis cinq ans, M. Arène a peuplé le service des prisons de ses créatures. Le chef du personnel est tout à sa dévotion. Rien ne s'y fait sans sa permission ; les nominations, les déplacements, les mises à la retraite ne sont décidés qu'avec son assentiment. Pour la Corse il intervient même dans le choix des fournisseurs pour les marchés de gré à gré. Tout est fait sous son contrôle et à son profil électoral³³. »

En quelques années, Emmanuel Arène parvient à devenir l'agent principal de la républicanisation de la Corse et le maître absolu du jeu politique. Aussi, bien qu'il soit difficile de dresser une liste exhaustive de tous les individus qui animent le réseau aréniste dans l'île, il est possible, cependant, d'y distinguer les principales personnalités qui en forment l'ossature. En Corse, en effet, Emmanuel Arène bénéficie du soutien de notabilités cantonales et départementales qui sont aussi bien des hommes politiques, des industriels que des banquiers. Ces notabilités occupent des postes-clefs, au sein de systèmes de ramifications, ce qui leur permet un exercice du pouvoir, du haut vers le bas à l'intérieur du réseau, fondé sur les rapports traditionnels du protecteur et de ses clients. Au niveau du réseau, leurs activités dispensatrices d'emplois, associées à leurs fortunes personnelles et à leurs assises sociales, constituent des atouts majeurs pour les campagnes électorales.

Originaire du sud de la Corse, Emmanuel Arène enracine son aire d'influence dans les arrondissements du nord de l'île, lors son mariage célébré à Bastia le 20 août 1894, avec Laure Orenga issue d'une famille de la bourgeoisie urbaine. Son beau-père, Étienne-Louis Orenga, négociant de profession, est aussi le président du tribunal de commerce et le vice-président de la chambre de commerce. Quant au beau-frère d'Emmanuel Arène, Joseph Orenga, négociant également, il occupe, entre 1885 et 1906, les fonctions de directeur de la maison familiale « Louis Orenga et fils ».

Cette dernière est, durant cette période, l'une des plus importantes maisons de commerce en Corse. L'une de ses activités principales réside dans le négoce des tissus.

Joseph Orenga devient, en 1910, administrateur des mines d'antimoine de Méria qui emploient plus de 300 ouvriers. Durant les premières années du XX^e siècle, il obtient la présidence du tribunal de commerce de Bastia³⁴.

À la différence de schémas traditionnels d'assises et de fonctionnements des réseaux politiques, Emmanuel Arène perçoit précocement que l'enracinement de la République passe par l'ouverture de réseaux susceptibles de créer de nouveaux types de ressources clientélistes, différents de ceux fondés, durant de nombreuses années, uniquement sur la propriété foncière. Pour cela, à partir de 1881, il bénéficie, dans les différents centres urbains, de l'appui du monde du négoce, de la banque et de celui des sociétés industrielles et de transports maritimes. De par ses liens avec divers personnalités insérées ou proches des instances décisionnelles de l'État, Emmanuel Arène devient le personnage central capable de structurer les forces républicaines réparties de manière désordonnée en Corse.

À Bastia, outre l'appui de la famille Orenga, Emmanuel Arène entretient des liens d'amitié avec Louis-Napoléon Mattei, directeur de la plus importante distillerie du

³³ Ernest Judet, *la question corse*, *op. cit.*, p. 147.

³⁴ Dossiers de la Légion d'honneur.

Jean-Paul Pellegrinetti, « Notables et réseaux politiques en Corse, XIX^e-XX^e siècle. L'exemple d'Emmanuel Arène (1856-1908) », *Histoire@Politique*, n° 25, janvier-avril 2015 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

département et d'une entreprise de fabrication de cigares. Plus de 500 ouvriers sont ainsi employés par Louis-Napoléon Mattei. En 1893, soutenu par Emmanuel Arène, il est élu conseiller général du canton de Rogliano³⁵. Il devient ainsi l'un des principaux donateurs pour la fondation du journal aréniste, *l'Union républicaine*, et fait partie, en 1897, du *Comité central républicain* bastiais³⁶. En 1899, lors du mariage, dans la cité bastiaise, de sa fille Eugénie avec Louis Guérin, médecin à Ajaccio, toutes les notabilités du département qui appartiennent au parti aréniste sont présentes. Félix Cassagneau, préfet de la Corse et ami personnel d'Emmanuel Arène et Joseph Chaleil, sous-préfet de l'arrondissement de Bastia, sont eux aussi venus assister à la cérémonie.

Emmanuel Arène, s'appuie également, à Bastia, sur une seconde structure commerciale dirigée par Jean-Antoine Musso. Ce dernier est à la fois le directeur et l'armateur d'une société qui emploie près de 250 ouvriers pour l'exportation des cédrats et du liège à l'intérieur du bassin méditerranéen³⁷. Jean-Antoine Musso est également juge au Tribunal de commerce de Bastia et administrateur de la Banque de France³⁸. À l'image de Louis-Napoléon Mattei, Jean-Antoine Musso accède lui aussi au conseil général, en tant que représentant républicain modéré du canton de Bonifacio, de 1881 à 1886. En 1906, sa fille Marie épouse Joseph Carrega³⁹, fils d'Érasme Carrega et d'Anne-Marie Costa. Le père de Joseph Carrega, Érasme, constitue l'une des assises importantes du parti aréniste dans l'extrême sud de la Corse. À l'origine de la création, en 1872, d'une fabrique de bouchons de liège, il détient également une succursale à Porto-Vecchio spécialisée dans la préparation du liège provenant des forêts environnantes. Installée à Bonifacio, l'entreprise d'Érasme Carrega emploie 240 ouvriers permanents et près de 200 supplémentaires lors des mois de mai, juin, juillet et août, c'est-à-dire durant la période de l'exploitation forestière⁴⁰. La « Maison Carrega » approvisionne ainsi divers établissements situés sur le continent et à l'étranger⁴¹. Érasme Carrega est le plus important industriel de l'arrondissement de Sartène. Élu en mai 1884 conseiller municipal de Bonifacio, il en devient le maire de 1895 à 1896 et de 1904 à 1912. En 1896, à l'image des principaux supports de l'arénisme dans l'île, il accède au Conseil général, représentant le canton de Bonifacio en tant que républicain aréniste⁴².

Emmanuel Arène s'appuie également sur deux autres familles, dans l'arrondissement d'Ajaccio, les Lanzi et les Morelli, qui servent à la fois de relais de pouvoirs et contribuent à légitimer son action politique.

³⁵ Il demeure conseiller général du canton de Rogliano de 1893 à 1902.

³⁶ *L'Union républicaine* du 3 novembre 1897.

³⁷ Le liège est récolté sur les 66 hectares de terres que Jean Antoine Musso possède sur la commune de Bonifacio. Registres cadastraux des Archives départementales de la Corse du Sud.

³⁸ Archives départementales de la Corse du Sud, série 1M 368.

³⁹ Joseph Carrega sera maire de Bonifacio de 1925 à 1945.

⁴⁰ D'après *Le Républicain du 21 août 1895*. Bibliothèque nationale, série JO 89094.

⁴¹ À Paris, le dépositaire de la fabrique des bouchons de Bonifacio est J-P. Brun.

⁴² À la mort d'Emmanuel Arène, Érasme Carrega se rapproche d'Antoine Gavini au conseil général, l'entente entre les deux hommes est renforcée le 30 avril 1910, date à laquelle l'une de ses filles, Marie Virginie, épouse Camille de Rocca-Serra, notable du sud de la Corse et membre de la droite républicaine.

Jean-Paul Pellegrinetti, « Notables et réseaux politiques en Corse, XIX^e-XX^e siècle. L'exemple d'Emmanuel Arène (1856-1908) », *Histoire@Politique*, n° 25, janvier-avril 2015 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

Les Lanzi sont des commerçants qui accèdent à la notoriété durant la seconde moitié du XIX^e siècle⁴³. À Ajaccio, les frères Jean et Laurent Lanzi sont à la tête d'une activité liée au négoce des tissus, mais également directeurs des lignes à vapeur intérieures qui desservent, depuis Ajaccio, les ports de Propriano, Bonifacio, Sagone et Porto⁴⁴. Ils sont aussi les correspondants locaux de la Compagnie générale transatlantique chargée de l'escale d'Ajaccio. Jean Lanzi, en plus d'être un chef d'entreprise, possède de nombreux titres et fonctions. Il est ainsi le vice-consul de Russie. En 1891, il reçoit le grand-duc Georges et l'accompagne durant une dizaine de jours dans les montagnes de l'intérieur de l'île⁴⁵. Jean Lanzi est également censeur de la Banque de France à Ajaccio et président, en 1908, de la chambre de commerce d'Ajaccio. En 1911, il devient le vice-président du syndicat d'initiative de la Corse⁴⁶. Sans être à la recherche de mandats politiques⁴⁷ les deux frères occupent, au sein de la minorité républicaine ajaccienne, une place importante dans la structuration de l'électorat. Proches d'Emmanuel Arène, ils jouent un rôle important dans l'enracinement de l'idée républicaine en Corse. En 1889, durant la période boulangiste, Laurent est le président du comité de propagande républicaine à Ajaccio⁴⁸.

François Morelli, quant à lui, est issu d'un milieu plus modeste que la famille Lanzi. Originaire du village de Bocognano où il voit le jour en 1833, ses parents sont tous deux agriculteurs. Employé dans diverses maisons de commerce insulaires à la fin de ses études secondaires, François Morelli devient, en 1869, commissaire spécial des chemins de fer à Nice. Lors de la chute du second Empire, François Morelli devient directeur des vivres et restaurants de la compagnie de navigation des paquebots de la Méditerranée, propriété du comte Joseph Valéry⁴⁹. Ce dernier est également conseiller général bonapartiste du canton de Brando de 1871 à 1879. L'ascension professionnelle de François Morelli au sein de la société maritime et proche des milieux demeurés fidèles à l'Empire l'amène à débiter une carrière politique sous la troisième République. En 1874, grâce à l'appui des forces bonapartistes, il devient conseiller général bonapartiste du canton de Bocognano⁵⁰. Le décès du comte Valéry, en 1879, lui permet d'accéder à la présidence de la compagnie de navigation dont il rachète, quatre ans plus tard, une partie de la flotte qu'il rebaptise « Compagnie insulaire de navigation à vapeur Morelli ». La mort du comte Valéry correspond à la date du ralliement de François Morelli à la République. Il rejoint, dès lors, le camp d'Emmanuel Arène. La compagnie de navigation devient alors un outil électoral que dénonce Ernest Judet dans un article publié au journal *La France* :

« La compagnie insulaire, dont les bateaux relient la Corse au continent, manque à tous ses engagements envers l'État, se moque du public et du service postal. En

⁴³ Pascal Matraja, *Emmanuel Arène : version corse de la République absolue*, mémoire de maîtrise d'histoire, Aix-Marseille I, 1991, p. 193.

⁴⁴ Francis Pomponi, *Histoire d'Ajaccio*, La Marge édition, 1992, p. 289.

⁴⁵ *Journal de la Corse* du 5 mai 1891.

⁴⁶ Archives départementales de la Corse du Sud, série 1M 367.

⁴⁷ Seul Jean Lanzi est élu conseiller municipal d'Ajaccio de 1900 à 1904 et de 1919 à 1925.

⁴⁸ *Journal de la Corse* du 15 octobre 1889.

⁴⁹ *Le Drapeau* du 11 août 1891.

⁵⁰ Il sera élu conseiller général de 1874 à 1881 sous les étiquettes de bonapartiste, puis, dès 1879, de républicain modéré.

Jean-Paul Pellegrinetti, « Notables et réseaux politiques en Corse, XIX^e-XX^e siècle. L'exemple d'Emmanuel Arène (1856-1908) », *Histoire@Politique*, n° 25, janvier-avril 2015 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

revanche, elle rend des services de toute nature aux députés de l'île ; elle accepte et place leurs protégés ; elle leur permet d'offrir aux populations de la côte des embarquements en qualité de capitaines, seconds, matelots, mécaniciens, chauffeurs, garçons, etc. Personne n'est engagé sans avoir montré patte blanche opportuniste, sans offrir de garanties électorales [...]. Dans les grands jours, la compagnie transporte l'armée des électeurs dévoués : pour le renouvellement du conseil municipal d'Ajaccio, la réserve marseillaise a donné toute entière. Un seul navire, le Spahis emmena cent vingt électeurs ; tous avaient le passage gratuit, aller et retour⁵¹. »

Le parti républicain opportuniste trouve en la personne de François Morelli, un de ses principaux argentiers. En 1884, Emmanuel Arène et Nicolas Péraldi récupèrent plusieurs milliers de francs de la Compagnie de navigation pour des frais de campagne électorale⁵². En 1889, Emmanuel Arène fait élire François Morelli sénateur de la Corse.

Fort du soutien que lui confèrent les différents réseaux cités, Emmanuel Arène détient également, à partir de 1881, grâce à la famille de Pierre-Paul de Casabianca, un appui du système judiciaire dans le nord de l'île. En août 1883, lors de la loi de réforme de l'organisation judiciaire, le père de Pierre-Paul de Casabianca devient président de la cour d'appel de Bastia avec pour conseillers deux de ses cousins⁵³. Quant aux tribunaux de Corte et de Bastia, les deux présidents sont également des cousins de Pierre-Paul de Casabianca et leurs assesseurs sont tous des magistrats parents ou des alliés de la famille de Casabianca. Au mois de mars 1887, le député bonapartiste de la Charente, Gustave Cunéo d'Ornano, dénonce au Palais-Bourbon, le « désordre administratif et judiciaire en Corse entre 1883 et 1885 »⁵⁴. Gustave Cunéo d'Ornano évoque notamment le problème du jury d'expropriation dans l'arrondissement de Bastia, lors du percement du réseau ferré entre Ajaccio et Bastia. La liste des jurés est en effet dressée par le conseil général dont Pierre-Paul de Casabianca est le président entre 1883 et 1885, puis elle est arrêtée par le président de la cour d'appel qui est le père de Pierre-Paul de Casabianca. Le jury d'expropriation délibère ensuite en présence de l'avocat de la compagnie, qui n'est autre que Pierre-Paul de Casabianca⁵⁵.

Mais les ramifications du réseau sont aussi familiales. Lors du mouvement administratif effectué en mars 1883 dans l'île, Emmanuel Arène renforce, à des fins politiques, la cohésion du clan familial. L'aîné de ses beaux-frères, Jules Clinchard, devient directeur des postes du département de la Corse⁵⁶. Son second beau-frère, Louis Campi, publiciste, est nommé receveur particulier des finances à Corte⁵⁷. Son troisième beau-frère, Joseph Giustiniani, docteur en médecine, est promu directeur

⁵¹ Ernest Judet, *La question corse, op. cit.*, p. 143.

⁵² Cité par P. Matraja, *Emmanuel Arène, Version corse de la République absolue, op. cit.*, p. 185.

⁵³ Xavier Versini, *Emmanuel Arène, Roi de la Corse sous la Troisième République, Ajaccio, op. cit.*, p. 63.

⁵⁴ L'interpellation est publiée par *Le Journal de la Corse* du 15 mars 1887.

⁵⁵ *Journal de la Corse* du 15 mars 1887.

⁵⁶ Jules Clinchard est l'époux de Françoise Arène, née à Ajaccio en 1836. Leur mariage est célébré dans la cité impériale le 25 octobre 1862.

⁵⁷ Louis Campi s'unit à sa cousine germaine, Louise Arène (sœur d'Emmanuel Arène). Leur mariage est célébré le 25 août 1866 à Ajaccio.

Jean-Paul Pellegrinetti, « Notables et réseaux politiques en Corse, XIX^e-XX^e siècle. L'exemple d'Emmanuel Arène (1856-1908) », *Histoire@Politique*, n° 25, janvier-avril 2015 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

de la santé en Corse⁵⁸. Enfin, son quatrième beau-frère, Benoît Bonfante, sous-préfet à Belley, est affecté au poste de receveur particulier des finances à Sartène⁵⁹. Quant à son frère, Joseph, vice-consul de France à Mons, il est nommé vice-consul de France à Varna, en Bulgarie⁶⁰. Son frère et deux de ses beaux-frères sont élus également conseillers généraux. Ils deviennent ainsi un appui politique supplémentaire pour le parti aréniste dans l'hémicycle du conseil général⁶¹.

Benoît Bonfante et Joseph Giustiniani sont membres de la loge *l'Émancipation ajaccienne*⁶². Cette dernière devient, durant les premières années du XX^e siècle, une véritable structure de sociabilité propagandiste en soutien à la politique aréniste. Néanmoins, bien qu'Emmanuel Arène ne soit pas franc-maçon, nombreuses sont les personnalités qu'il côtoie à Paris et qui appartiennent à une loge maçonnique, à l'image de Léon Gambetta, Edmond About, Ernest Constant, Paul Bert, Léon Bourgeois, Gaston Thomson, Jules Roche, Maurice Rouvier, Charles Dupuy, Jules Ferry, Arthur Ranc ou encore Émile Combes⁶³.

Emmanuel Arène s'applique ainsi à mettre en place un véritable maillage de réseaux pyramidaux d'influence plus efficaces que ceux tissés, avant lui, par les notabilités bonapartistes⁶⁴ et relaté par Ernest Judet dans son pamphlet :

« Il est bien évident qu'une association politique assez habile pour séduire à Paris quelques personnages influents, pour s'assurer dans les bureaux le concours dévoué d'agents puissants, pouvait, pendant de longues années, transformer la Corse en proconsulat, en terre conquise. Si la compagnie des bateaux à vapeur qui rattache l'île à la métropole est dans leurs mains, s'ils possèdent en outre la direction des postes, si leurs amis détiennent les grands services, si le préfet, les sous-préfets et leurs subordonnés sont à leur discrétion, si la magistrature est peuplée de leurs créatures, si l'échelle du fonctionnarisme est établie sous leur contrôle unique, comment le pays se délivrera-t-il ? Le blocus est universel, implacable ; rien n'entre ni ne sort sans le visa omnipotent de la Camarilla. Or c'est le tableau exact de la Corse contemporaine⁶⁵. »

Avec l'appui de la presse départementale, celui des services administratifs et celui de l'appareil préfectoral dans son ensemble, Emmanuel Arène devient, à partir de 1898, le maître absolu de la vie politique insulaire et le porte-drapeau de l'idée républicaine.

⁵⁸ Né à Zigliara le 30 novembre 1841, Joseph Giustiniani est marié avec Marie-Anne Arène. Leur union est célébrée le 17 août 1871 à Ajaccio.

⁵⁹ Benoît Bonfante est originaire d'Ajaccio où il voit le jour le 12 septembre 1841. Il a été successivement, juge suppléant de la justice de paix à Ajaccio, puis sous-préfet de Sartène du mois de janvier 1878 au mois de janvier 1880, année de sa mutation à Belley. En 1890 il est affecté comme percepteur à Saint-Denis (Seine). Le 12 novembre 1889, il épouse à Ajaccio Émilie Arène.

⁶⁰ En 1890, Joseph est nommé consul à Livourne.

⁶¹ Il s'agit de Joseph Giustiniani, conseiller général du canton de Petreto-Bicchisano de 1892 à 1896 et de Benoît Bonfante, conseiller général du canton d'Olmeto de 1892 à 1898. Son frère Joseph est, quant à lui, conseiller général du canton de Bocognano de 1881 à 1886, puis de 1892 à 1898.

⁶² Cf. Pierre-Yves Beaurepaire et Jean-Paul Pellegrinetti (dir.), « La Franc-Maçonnerie en Méditerranée. XVIII^e-XX^e siècles », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 72, 2006.

⁶³ Cf. Pierre-Yves Beaurepaire (dir.), *Dictionnaire de la franc-maçonnerie*, Paris, Armand Colin, 2014.

⁶⁴ Francis Pomponi, *Le Mémorial des Corses*, Marseille, Éditions méditerranéennes du Prado, 1990, tome 3, p. 309.

⁶⁵ Ernest Judet, *La question corse*, op. cit., p. 18.

Jean-Paul Pellegrinetti, « Notables et réseaux politiques en Corse, XIX^e-XX^e siècle. L'exemple d'Emmanuel Arène (1856-1908) », *Histoire@Politique*, n° 25, janvier-avril 2015 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

Surnommé « *U Re Manuele* » (le roi Emmanuel) par Santu Casanova dans son journal *A Tramuntana*⁶⁶, il est à l'origine de toutes les stratégies qui l'amènent à déplacer, à choisir ou à susciter les candidatures pour chacun des arrondissements, en fonction des luttes personnelles de pouvoir ou des enjeux politiques.

En 1893, un pacte d'union est conclu à Vichy entre les familles Gavini et Casabianca, afin de s'emparer du pouvoir politique détenu dans l'île par Emmanuel Arène et de réduire à néant son rôle au sein des structures décisionnelles départementales. Pour enrayer les effets de la coalition gavino-casabianquiste, Emmanuel Arène est notamment à l'origine de la nomination du préfet Charles Lutaud, « véritable préfet de combat », comme le surnomme *Le Drapeau*, l'organe des bonapartistes insulaires. Si le parti aréniste se retrouve fragilisé durant deux années, l'implantation de réseaux politiques influents, aussi bien dans l'île qu'à l'extérieur, permettent à Emmanuel Arène de redevenir en 1895 le maître incontesté du jeu politique insulaire.

En 1903, la puissance politique d'Emmanuel Arène l'autorise, lors du renouvellement sénatorial, à contribuer à l'élection d'Émile Combes en Corse. Celui-ci également élu en Charente, opte pour ce dernier département. Emmanuel Arène renouvelle une nouvelle fois ses manœuvres politiques et obtient, par 501 voix contre 216, l'élection d'Arthur Ranc, une « vieille figure » du parti républicain national.

Homme d'influence, de prestige et fidèle à ses convictions idéologiques, Emmanuel Arène bénéficie précocement d'un accès privilégié auprès des instances étatiques pour devenir le porte-drapeau de l'idée républicaine en Corse et implanter la Troisième République dans une terre bastion du bonapartisme. Il est, à partir de 1880 et jusqu'en 1908, l'interlocuteur privilégié entre l'État et la société insulaire, mais aussi l'homme politique et le chef du parti républicain modéré dont l'influence et la détention de ressources multiples lui permettent de distribuer à son gré les sièges de parlementaires, de conseillers généraux ou des places dans l'administration locale, continentale ou coloniale. Emmanuel Arène décède le 14 août 1908 au Fayet en Haute-Savoie. Le parti républicain insulaire tourne une page importante de son histoire⁶⁷. Ses obsèques ont lieu à Ajaccio. Au milieu d'une foule particulièrement dense venue de l'île tout entière, se pressent plusieurs délégations communales, administratives, judiciaires, ouvrières et militaires du département et un grand nombre de personnalités départementales et même nationales, dont Gaston Thomson, ministre de la Marine, Auguste Chaleil, préfet de la Corse, et Gaston Calmette directeur du *Figaro*⁶⁸. Toutes les tendances partisans des forces politiques sont représentées aux funérailles.

⁶⁶ Hebdomadaire politique, humoristique, satirique et littéraire, entièrement rédigé en langue corse. Cf. Marie-Pierre Valli, *Une société en crise, la société corse à la fin du XIX^e siècle, vue par un journal, A Tramuntana (1896-1914)*, mémoire de maîtrise, université d'Aix-en-Provence, 1991.

⁶⁷ À la mort d'Emmanuel Arène, son fils unique Jean-Louis n'est âgé que de 12 ans et de ce fait trop jeune pour prétendre à une succession de l'héritage politique paternel. Il demeurera toute sa vie étranger à la vie politique, aussi bien nationale que départementale.

⁶⁸ Les cordons du poêle sont tenus par Marius Giacobbi, sénateur de la Corse, Dominique Forcioli, député de l'arrondissement d'Ajaccio, Antoine Gavini, député de l'arrondissement de Bastia, Rodolphe Santelli, député de l'arrondissement de Calvi, Don-Pierre Casabianca, vice-président du conseil général

Jean-Paul Pellegrinetti, « Notables et réseaux politiques en Corse, XIX^e-XX^e siècle. L'exemple d'Emmanuel Arène (1856-1908) », *Histoire@Politique*, n° 25, janvier-avril 2015 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

La mort d'Emmanuel Arène provoque un reclassement politique en profondeur au niveau des élites politiques, aussi bien municipales, cantonales que départementales. Le parti républicain aréniste, avec à sa tête Henri Pierangeli⁶⁹, rejoint dans son ensemble le camp de la droite républicaine dirigée par Antoine Gavini. Seule une minorité se dirige vers le parti républicain radical, radical-socialiste, dont Adolphe Landry est le chef de file à partir de 1910.

Une partie du personnel républicain modéré, par anti-gavinisme, quitte cependant définitivement la scène politique ou rallie les rangs du parti républicain radical, radical-socialiste. Le décès du maître incontesté de la vie politique insulaire crée un véritable bouleversement politique perceptible dans les moindres communautés villageoises de l'intérieur. À l'échelle départementale, la nouvelle répartition des forces politiques suscite, chez les derniers bonapartistes à tradition jérômiste et, de ce fait, en opposition avec la famille Gavini, une volonté de se rallier à la République dans sa forme la plus radicale⁷⁰.

En Corse, la disparition des arénistes permet à des élites nouvelles issues de petites lignées, jusqu'alors écartées des compétitions électorales, d'insérer les sphères de la politique. Comme lors de la républicanisation de la Corse avec la création de structures électorales de sociabilité républicaine, l'organisation du parti radical-socialiste passe par la mise en place de comités communaux, regroupés pour certains par cantons.

L'auteur

Jean-Paul Pellegrinetti est professeur en histoire contemporaine à l'université de Nice – Sophia-Antipolis et directeur du Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine (CMMC). Il est directeur de publication de la revue *les Cahiers de la Méditerranée* ainsi que de la revue *Études corses*. Il coordonne un programme de recherches d'un projet financé par l'Agence nationale de la recherche (ANR) sur le thème : Identités et Cultures en Méditerranée. Les élites politiques de la Révolution française à la V^e République. Il a notamment publié avec A. Rovere, *La Corse et la République* (Le Seuil, 2004) ; *Histoire de Menton* (Privat, coll. « Histoire des villes », 2010) ; et avec L. P. Martin et J. Guedj (dir.), *La République en Méditerranée. Diffusions, espaces et cultures républicaines en France, Italie et Espagne. XVIII^e-XX^e siècles* (L'Harmattan, coll. « Cliopolis », 2011).

Résumé

Bastion inféodé au bonapartisme durant les premières années de la troisième République et terre de repli de quelques grandes personnalités du second Empire, la Corse connaît progressivement un phénomène de républicanisation grâce à l'action d'un personnage central, en la personne d'Emmanuel Arène. L'article se propose de comprendre de quelles manières et avec quels moyens, ce jeune journaliste

et Vincent Felici, ancien président du tribunal de commerce d'Ajaccio. Archives départementales de la Corse du Sud, séries n° 25 et n° 146.

⁶⁹ Henri Pierangeli est né le 22 janvier 1875 à Bastia. Il est le fils de Philippe Pierangeli, avocat à la cour d'appel de Bastia et de Marie Orega, rentière, sœur de l'épouse d'Emmanuel Arène.

⁷⁰ Citons notamment les familles Vittini, Gabrielli, Zuccarelli, Sari et Campinchi. Les derniers prénoms de César Campinchi, député de la Corse de 1932 à 1941, et ministre entre 1938 et 1940, sont ceux de Napoléon, Jérôme.

Jean-Paul Pellegrinetti, « Notables et réseaux politiques en Corse, XIX^e-XX^e siècle. L'exemple d'Emmanuel Arène (1856-1908) », *Histoire@Politique*, n° 25, janvier-avril 2015 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

républicain, figure nouvelle de la politique insulaire, arrive en quelques années à constituer un réseau politique d'une puissance telle, qu'il fait chuter la citadelle bonapartiste et devient progressivement le maître absolu de la vie politique en Corse.

Mots clés : Corse ; Troisième République ; Emmanuel Arène ; bonapartisme ; réseaux.

Abstract

Corsica has been a stronghold of Bonapartism and a harbour for Bonapartists up to the early days of the Third Republic. Nevertheless, thanks to Emmanuel Arène, Corsica began to swing in favour of the Republic. This paper describes the ways and means through which this young republican journalist, newcomer to politics, succeeded in constituting of social and political network, so influent that Corsica joined once and for good the republican Party and that Arène became the « king » of corsican political life.

Key words : Corse ; Third Republic ; Emmanuel Arène ; Bonapartism ; Network.

Pour citer cet article : Jean-Paul Pellegrinetti, « Notables et réseaux politiques en Corse, XIX^e-XX^e siècle. L'exemple d'Emmanuel Arène (1856-1908) », *Histoire@Politique*, n° 25, janvier-avril 2015 [en ligne, www.histoire-politique.fr]